



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21165
23 février 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

Lettre datée du 22 février 1990, adressée au Président du
Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Tchad
auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un communiqué officiel publié à N'Djamena le 19 février 1990 en réaction aux déclarations faites par un membre de la Junte soudanaise au pouvoir à Khartoum.

Je vous serais très obligé de bien vouloir distribuer la présente lettre et le texte du communiqué ci-joint comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Mahamat Ali ADOUM

Annexe

COMMUNIQUE DE PRESSE DU MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE
L'ORIENTATION CIVIQUE

Suite aux déclarations mensongères faites ce week-end par un membre de la Junte soudanaise au pouvoir en la personne du général Al-Tidjani Adam Al-Tahir, selon lesquelles le Gouvernement tchadien et "l'opposition" seraient parvenus à un accord pour l'ouverture de négociations, le Ministère de l'information et de l'orientation civique tient à apporter le plus formel démenti à ces allégations dénuées de tout fondement, dont le but manifeste est de détourner l'opinion internationale de la réalité du terrain et de la véritable question : celle du conflit frontalier entre le Tchad et la Libye.

En effet, au moment où l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et certains chefs d'Etat africains épris de paix s'efforcent de résoudre pacifiquement et équitablement la question, la légion islamique reconstituée et fortement équipée par Tripoli sous sa nouvelle appellation de "Force Verte" s'organise à partir du Darfour soudanais en vue d'une nouvelle agression armée contre le Tchad.

Ces préparatifs militaires intenses se déroulent depuis plusieurs mois sous l'oeil bienveillant des autorités soudanaises et sous la coordination active et sans doute intéressée du général Al-Tidjani Adam Al-Tahir, dont les voyages à Tripoli ne se comptent plus.

Par ailleurs, cette tentative de désinformation et d'intoxication vise à ressusciter une rengaine bien chère à Tripoli : celle du conflit tchado-tchadien, qui avait permis jusqu'à ces dernières années à Tripoli d'escamoter la cause réelle et profonde de la guerre entre le Tchad et la Libye.

Face à de telles manoeuvres et aux menaces qu'elles recèlent pour la paix et la sécurité, le Gouvernement tchadien met encore une fois en garde ceux qui, à Khartoum, favorisent les menées libyennes contre le Tchad à partir du Darfour.

N'Djamena, le 19 février 1990
